

Le projet de loi C-113 est une mesure éculée et pitoyable avec un côté plutôt malveillant. Or, on n'offre rien pour le racheter. Punitif, il s'en prend aux faibles, souvent des femmes ou des immigrants, tout en présentant une nouvelle caractéristique bizarre au sein d'une démocratie occidentale moderne et selon laquelle on est coupable jusqu'à preuve du contraire. À l'époque élisabéthaine, un tel spectacle aurait attiré des foules! On aurait joué à guichets fermés à l'époque des piètres lois anglaises, mais, au Canada en 1990, une telle mesure exerce peu d'attrait culturel ou social. Le Canada ne s'en trouve pas plus avancé.

Même avec les coupes proposées dans le projet de loi C-113, le déficit de la caisse d'assurance-chômage atteindra 7,6 milliards de dollars d'ici la fin de 1993. Au moins, grâce à son gros bon sens, la population a quitté à l'entracte. Les solutions étaient claires: elle pouvait rester à entendre les principes d'un autre âge, l'ennuyeux mélodrame d'acteurs débitant des inanités sonores, ou sortir, ce qui les force ainsi à réfléchir encore à la politique de l'absurde. La population a opté pour le gros bon sens. Les sorties étaient bloquées et le restent d'ailleurs.

Le vrai drame se joue ailleurs et il concerne le chômage. Ce n'est pas vraiment la faute de ceux qui quittent leur emploi, même si ce sont eux, et non les fraudeurs, qui sont la cible de la mesure proposée. Le vrai drame, c'est le chômage, qui constitue un spectacle déchirant. Ce drame se joue d'un bout à l'autre du pays, dont les habitants, les ressources humaines, la volonté collective et le moral sont attaqués. Il attire beaucoup de spectateurs puisque toutes les familles canadiennes sont touchées. Presque toutes les collectivités, si elles ne sont pas perturbées par le chômage, en ont déjà subi les ravages. Le chômage tient l'affiche depuis longtemps à travers le pays. Le gouvernement lui a accordé une place d'honneur au tableau de la culture. Il en a presque fait une religion. À lui seul, il représente la plus forte dépense du gouvernement. Au coût de 22,5 milliards, il surpasse la défense nationale ou la pension de vieillesse.

En tant qu'habitant du Canada atlantique qui a vu cela se produire des milliers de fois dans des dizaines de collectivités, je trouve que la véritable tragédie est que cette nation a perdu toute conviction, qu'elle n'a plus de but. Elle a perdu le sens du pouvoir, sa joie et son goût de l'aventure. Elle a perdu tout ce qui la caractérisait. L'avenir de nos collectivités s'assombrit, les fondations se fissurent et le gouvernement ne fait rien pour les consolider.

Un emploi, ce n'est pas seulement un moyen de subsistance. C'est une chose essentielle à l'homme pour son amour-propre, sa dignité, son sentiment d'appartenance. En fait, c'est notre bouée de sauvetage. Ne pas avoir d'emploi, ce n'est pas seulement ne pas avoir d'argent. Cela signifie aussi la perte des outils fondamentaux dont dispose l'homme, que ce soit sur le plan psychologique ou sur le plan social, de ces outils dont on a besoin pour faire en sorte que les choses se réalisent. Sous ce gouvernement, ces outils sont en train de se rouiller. Le gouvernement en place s'est désintéressé du problème et invoque le déficit pour se défendre. Il est

demeuré logique avec lui-même sur ce point, honorables sénateurs.

• (1500)

Il a fait de notre pays une nation marginale et a humilié nos ressources humaines. Notre pays est maintenant sur son déclin et se range parmi les pays sous-développés. Selon les statistiques, on n'investit pas assez dans la productivité, dans la productivité économique, dans la productivité sociale.

Selon les statistiques, les gens sont découragés. Nous sommes une nation où les banques d'alimentation sont maintenant acceptées comme un droit que l'on acquiert à la naissance, où l'analphabétisme est devenu notre héritage, où le chômage est en quelque sorte notre patrimoine. On nous dit que ce sont les tendances de l'économie mondiale — on nous rebat sans cesse les oreilles avec la mondialisation — qui dictent notre avenir.

Il y a une logique cruelle derrière tout ça. On nous dit que les Canadiens doivent devenir plus efficaces, plus productifs. On nous dit que nous devons planifier ensemble, à la façon des Japonais. Même si les Canadiens préfèrent peut-être un système politique qui soit moins contradictoire et un processus de prise de décision plus consensuel, les disciples de la mondialisation ne leur donnent aucun tuyau quant à la façon d'y arriver.

Ceux qui ont perdu leur emploi ou dont l'emploi est menacé par le libre-échange, par la concurrence internationale ou par les changements technologiques trouveront peu de réconfort à la pensée qu'avec le temps, grâce à des processus de collaboration, nous puissions devenir davantage comme les Japonais ou les Allemands.

Pour ma part, je suis tout à fait favorable à une productivité accrue et à la création de secteurs à forte densité de cerveaux au Canada, car c'est cela qui attirera les investissements des entreprises du nouvel âge. Toutefois, je ne sais pas comment nous nous adapterons au nouvel âge avec des mesures institutionnelles. Je le répète, il existe toute une hiérarchie quasi-religieuse qui s'est vouée avec un véritable esprit missionnaire, avec un zèle de fanatiques, à supprimer l'inflation, et cela à tel point qu'ils doivent souvent passer la nuit blanche, hantés par le spectre de l'inflation et par la pensée que c'est peut-être deux millions de travailleurs plutôt qu'un million qu'il faudra sacrifier à leur foi.

Je ne sais pas comment nous nous adapterons au nouvel âge avec des mesures institutionnelles qui ont engendré une faible capacité à remédier au chômage et une résignation à son maintien permanent à un niveau d'environ 10 p. 100 à l'échelle nationale. Ces mesures ont suscité un sentiment d'impuissance d'un bout à l'autre du pays. Elles ont démoralisé les gens. Le Canada est maintenant un pays en surchômage. Je le rappelle aux honorables sénateurs, même si la moyenne nationale s'établit aujourd'hui à 11,1 p. 100, le taux de chômage dans ma région du Cap-Breton atteint le chiffre épouvantable de 28,5 p. 100. Le taux officiel doit bien dépasser 40 p. 100. Qu'on vienne donc oser parler aux gens du Cap-Breton de ceux qui abandonnent leur emploi.